

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES CEDEX, le
02/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AALYAH

7-9 rue de la Fosse Montalbot
91270 VIGNEUX SUR SEINE

Références : *D2022-0749*
Code AIOT : 0006519426

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement AALYAH implanté 7-9 rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX SUR SEINE. L'inspection a été annoncée le 28/10/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AALYAH
- 7-9 rue de la Fosse Montalbot 91270 VIGNEUX SUR SEINE
- Code AIOT : 0006519426
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société AALYAH dont le siège social est situé au 24 chemin Latéral à Bagneux exploite une installation de tri, transit, regroupement de déchets métalliques et de traitement mécanique des déchets par broyage et compactage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.1.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Propreté	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.3.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Mesures de poussières	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
7	Prévention du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.3	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Isolement des milieux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.4.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.3.4	Lettre de suite préfectorale	1 mois
10	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.2	Lettre de suite préfectorale	1 mois
12	Autosurveillance rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.5.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Etiquetage de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6.1.2	Lettre de suite préfectorale	15 jours
15	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 7.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
16	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.2.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
20	Organisation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.1	Lettre de suite préfectorale	1 mois
21	Rétention et confinement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.2	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
25	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.6.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
27	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.7.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
33	Registre déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.8.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
42	Réception des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.2	Lettre de suite préfectorale	15 jours
43	Stockage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.3	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Mesures de poussières	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3.2.2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réserves de produits	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.2.1	Sans objet
11	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.5.1	Sans objet
13	Identification des produits	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6.1.1	Sans objet
17	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.2.2	Sans objet
18	Comportement au feu	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.3.1	Sans objet
19	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.4.1	Sans objet
23	Règles de gestion des stockage en rétentions	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.4	Sans objet
26	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.6.6	Sans objet
28	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.7.4	Sans objet
29	Installations d'entreposage internes des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.3	Sans objet
30	Déchets générés à l'extérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.4	Sans objet
31	Déchets traités à l'intérieur de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.5	Sans objet
34	Admissibilité des déchets non dangereux et batteries	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
35	Procédure d'information préalable	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.2	Sans objet
36	Procédures d'admission	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.3	Sans objet
37	Entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.4	Sans objet
38	Opérations de tri de déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.5	Sans objet
39	Réception	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.2.1	Sans objet
40	Apport volontaire de déchets dangereux (batteries)	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3	Sans objet
41	Admission des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au niveau administratif l'exploitant doit produire dans les meilleurs délais plusieurs éléments (plans, registres). Il doit aussi procéder au contrôle de ses équipements de défense incendie et renforcer les dispositifs de rétention.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.1.2
Thème(s) : Autre, consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant établi des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : La procédure incendie est rédigée mais pas affichée. Un renforcement général sur les procédures est à effectuer tant au niveau de la rédaction que de l'affichage sur le site. Le jour de l'inspection aucune procédure n'est affichée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Réserves de produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.2.1
Thème(s) : Autre, réserve produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou de matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ...
Constats : Le stock de produits absorbants est gardé sur le second site (activité de VHU non encadrée par le présent arrêté préfectoral) et à disposition des employés. Le stockage est situé sur le second site pour des questions de sécurité puisque celui-ci possède des locaux fermés. Les deux sites sont à moins de 100m l'un de l'autre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
Constats : L'inspection constate que le site n'est pas propre en particulier sur la zone à proximité de l'algeco à l'entrée du site. En effet beaucoup de déchets jonchent le sol (hors déchets de ferraille) (cf. planche photographique en annexe). Une attention particulière doit être apportée sur cette zone. Le site doit être régulièrement nettoyé et maintenu dans un bon état de propreté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Mesures de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de réaliser une fois par an et à ses frais des mesures de retombée de poussières à plusieurs endroits du site. Ces points de mesure devront au préalable être validés par l'inspection des installations classées. L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. L'exploitant met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par jauges de retombées. L'exploitant établit un plan de surveillance, tenu à la disposition des installations classées qui comprend : - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation des installations ; - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ; - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.
Constats : L'exploitant n'a pas entrepris de campagne de mesure de retombées de poussière au jour de l'inspection. Ces campagnes doivent être réalisées annuellement.
Observations : Compte tenu de la nature des activités, il pourra être envisagé de suspendre la réalisation de ces campagnes si et seulement si les résultats des mesures s'avèrent conformes sur cinq années consécutives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Mesures de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.
Constats : Comme vu dans le point précédent les mesures n'ont pas été réalisées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer la présence de dispositif de disconnexion sur le réseau d'eau. L'exploitant doit s'assurer de la présence de ces dispositifs et en informer l'inspection. S'ils ne sont pas présents, l'exploitant doit les installer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Prévention du risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.1.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Inondation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit respecter les prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondation de la vallée de la Seine et notamment les dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le stockage des produits, en particulier ceux susceptibles d'être polluants, doit être réalisé en récipients étanches et arrimés ou au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues, - Les orifices de remplissage doivent être étanches et les débouchés de tuyaux d'évents placés au-dessus de la cote des plus hautes eaux connues, - Les citernes doivent être ancrées et arrimées, - Les dispositifs d'assainissement doivent être conçus et implantés de façon à en limiter l'impact négatif en cas de crue. <p>L'exploitant prend, en outre, toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux ou d'annonce de crue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement (bennes de batteries usagées, stockage GNR, bouteilles d'oxygène et de propane, fluides de maintenance, etc.) - Evacuer tout le matériel mobile hors d'atteinte des eaux de crue - Arrêter et mettre en sécurité ses installations. <p>Des consignes de sécurité sont élaborées à cet effet et portées à la connaissance du personnel.</p> <p>Le local transformateur électrique sera implanté sur une dalle pleine bétonnée au-dessus de la limite des plus hautes eaux connues. Une compensation de 1 m³ sera assurée à proximité du local pour l'implantation de cette dalle.</p> <p>Le projet devra respecter l'article C.1.6 du règlement du PPRI qui interdit « les clôtures pleine » en zone ciel. Au sens du PPRI, une clôture n'est pas considérée pleine si elle présente au moins 2/3 de sa surface ajourée sous la cote de référence ou si elle est constituée de grillages à larges mailles de type 10 x 10 cm minimum.</p> <p>Constats : Le séparateur d'hydrocarbure pèse 18 tonnes lorsqu'il est plein et 2 tonnes à vide. Ce dernier est constamment plein. Compte tenu du poids de l'équipement, celui-ci ne nécessite pas d'être ancré et arrimé.</p> <p>Une procédure a été réalisée pour les situations d'inondation. Le chef de chantier du site a été formé à celle-ci.</p> <p>La clôture n'est pas ajourée, contrairement aux prescriptions du règlement du PPRI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Isolement des milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Le séparateur d'hydrocarbure a été mis en place et en fonctionnement. Le bureau d'étude est en charge de l'entretien des pompes si celles-ci rencontrent un problème. L'exploitant doit rédiger la procédure sur l'activation de la pompe de relèvement en cas d'incident. Les employés doivent être formés sur cette procédure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués minimum trimestriellement. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement de déchets détruits et retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Comme vu dans le point précédent, le nettoyage et le curage ont été fait en septembre 2021. L'exploitant doit transmettre la facture à l'inspection des installations classées. Une vigilance doit être apportée sur les bordereaux de suivi des déchets dangereux (BSD) car celui présenté est à l'adresse du siège de l'entreprise à Bagneux sans mention que les déchets proviennent du site de Vigneux-sur-Seine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.2.1.2
Thème(s) : Autre, Réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnexions ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) - les secteurs collectés et les réseaux associés - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs ...) - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan dont dispose l'exploitant ne mentionne pas le rejet du séparateur d'hydrocarbure. Le plan des réseaux doit être mis à jour pour donner une représentation fidèle du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Relevé des prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.5.1
Thème(s) : Autre, prélèvement eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eaux de toutes origines, comme définies à l'article 4.1.1.1, sont munies d'un dispositif totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé consultable par l'inspection.
Constats : L'exploitant assure un suivi de ses consommations via les factures. Il n'y a pas de registre dédié. Sur la période de novembre 2021 à février 2022, il a consommé 9 m3. Sur la période de février 2022 à mai 2022, il a consommé 18 m3. Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit assurer son suivi via un registre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Autosurveillance rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 4.5.2
Thème(s) : Autre, autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Fréquence : semestrielle Paramètres : MES / DCO / As / Cr / Cu / Hg / Ni / Pb / Zn / F / Ind phénols / CN libres / HCT / HAP / Benzo(a)pyrène / Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène / Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène / AOX-EOX Prélèvement : instantané
Constats : L'exploitant a souscrit un contrat avec le laboratoire AnalyCo pour réaliser des mesures semestrielles en juin et décembre. Pour l'année 2021, la campagne de mesure a été effectuée le 05 octobre 2021. Toutefois l'ensemble des paramètres prescrits dans l'arrêté préfectoral n'ont pas été analysés. En effet les benzol n'ont pas été analysés. L'exploitant doit s'assurer de faire analyser l'ensemble des paramètres prescrits par son arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Identification des produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits et en particulier : les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant , le ou les scénarios d'expositions de la FDS étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.
Constats : L'exploitant ne stocke que très peu de produits dangereux sur son site (quelques bidons). Compte tenu de ces quantités l'inspection estime qu'il n'est pas nécessaire de tenir un état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Etiquetage de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, étiquetage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges.
Constats : L'inspection constate la présence de quelques bidons (huile ? hydrocarbures ?) au niveau de la zone de collecte des batteries. Ces bidons doivent être identifiés et étiquetés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 15 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 7.2.3
Thème(s) : Autre, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté préfectoral puis tous les 3 ans. Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la mesure du niveau de bruit de son activité, malgré le devis établi. Il doit faire procéder à la mesure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, localisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphère nuisibles ou explosives pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportés sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent
Constats : Le plan est existant sans toutefois être à jour. L'exploitant doit le remettre à jour le plan des zones à risques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant ne stocke que très peu de produits dangereux sur son site (quelques bidons). Compte tenu de ces quantités l'inspection estime qu'il n'est pas nécessaire de tenir un état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Comportement au feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au nord du site, le stockage de déchets de ferraille est entouré sur trois côtés de murs en modulo-blocs de béton d'une hauteur totale de 5,60 mètre et d'un degré coupe-feu REI 120 conformément au plan de l'article 4.1.1.3 du présent arrêté./ Le local du transformateur électrique doit être construit en matériaux coupe-feu 2h./Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les murs entourant la zone de stockage des déchets de ferrailles sont conformes aux prescriptions du présent article. Le local du transformateur n'est pas encore construit au moment de l'inspection. Une fois la construction faite, l'exploitant devra fournir les justificatifs de résistance au feu dudit local.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.4.1
Thème(s) : Autre, installation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Le jour de l'inspection, il n'y a pas d'installation électrique sur le site. Lorsque le transformateur sera installé, l'exploitant devra procéder aux vérifications périodiques qui s'imposent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.1
Thème(s) : Autre, consignes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. L'ensemble des sols du site est bétonné et imperméable.
Constats : La dalle béton présente des signes d'usure, qui ne permettent d'assurer l'imperméabilisation du site. L'exploitant indique à l'inspection que la dalle sera reprise une fois que les travaux du transformateur seront finis. L'exploitant doit indiquer à l'inspection sous quel délai seront réalisés les travaux et fournir les justificatifs à l'inspection une fois ceux-ci réalisés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 21 : Rétention et confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. Le volume nécessaire à ce confinement est de 386 m ³ . L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. Le site dispose d'une fosse enterrée étanche d'une capacité de 400 m ³ permettant la rétention des eaux pluviales ruissellent sur le site et des eaux d'extinction d'incendie. L'exploitant est en mesure de garantir à tout moment la capacité de stockage des eaux d'extinction d'incendie d'un volume de 386 m ³ . Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.
Constats : Plusieurs bacs de rétention sont présents sur le site. Toutefois, il est nécessaire de renforcer cette présence afin de permettre le stockage ponctuel des bidons, huiles, hydrocarbures,... L'exploitant doit donc se munir de rétentions supplémentaires afin de pouvoir mettre sur rétention tous les produits et mélange dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 23 : Règles de gestion des stockage en rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Les produits sont bien stockés en fonction de leur compatibilité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 25 : Vérification périodique et maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoire, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément au référentiel en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.
Constats : L'exploitant présente deux registres de sécurité, un pour chaque site de la commune de Vigneux-sur-Seine. Les registres ne sont pas identifiés. Il n'est pas possible pour l'inspection de déterminer quelle intervention correspond à quel site. Il n'y a pas d'installation électrique pour le moment sur le site. En revanche, les RIA et extincteurs n'ont pas été vérifiés. L'exploitant doit faire vérifier les équipements de défense incendie de son site. Il doit également faire un registre de sécurité dédié à chaque site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 26 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.6.6
Thème(s) : Autre, formation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.
Constats : Le personnel a été formé à la manipulation des extincteurs le 12/04/2022 par l'entreprise STOP INCENDIE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 27 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment ::</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. - trois bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; <p>Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 120 m³/h durant deux heures sous une pression dynamique minimale d'1 bar. Ces appareils doivent être facilement utilisables et implantés à une distance de 100 mètres au plus de l'entrée principale du site en suivant les cheminements praticables aux dévidoirs à roues normalisés des engins d'incendie. La distance entre chaque point d'eau ne doit pas excéder 150 mètres. Ils seront en outre situés en bordure d'une voie « engin » ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci, leurs raccords étant toujours orientés du côté de cette voie.</p> <p>La voirie intérieure permettant l'approche des services de secours aux différentes zones de stockage ne devra pas être impactée par les eaux d'extinction (hors écoulement)</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p>Constats : L'exploitant doit se procurer auprès de l'autorité compétente les tests de débit sur les poteaux incendie à proximité du site. Le site n'est pas équipé d'une réserve de sable meuble et sec ou assimilé, destiné à la lutte contre l'incendie. Comme vu dans le point précédent les RIA et extincteurs n'ont pas été vérifiés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 28 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 8.7.4
Thème(s) : Autre, consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none">• l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),• les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,• la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.
Constats : Les consignes sont connues des employés. Le site ne disposant pas de local fermé, leur affichage n'est pas nécessairement mis en place.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 29 : Installations d'entreposage internes des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. En tout état de cause, la durée du stockage temporaire des déchets destinés à être éliminés ne dépasse pas un an, et celle des déchets destinés à être valorisés ne dépasse pas un an. Les déchets dangereux ne sont pas entreposés plus de trois mois dans l'installation.
Constats : Les déchets inertes sont stockés environ trois mois sur le site. Le stockage des déchets dangereux n'excède pas les trois mois, comme prévu par le présent article.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 30 : Déchets générés à l'extérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet.
Constats : La collecte des batteries est assurée par l'entreprise ECOBAT. L'exploitant s'assure de la capacité des installations destinataires des déchets qu'il envoie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 31 : Déchets traités à l'intérieur de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le mélange des déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets interdits.
Constats : L'exploitant assure un tri des déchets en fonction de leur différentes natures et compatibilités. Il n'y a pas de mélange de déchets réalisé sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 33 : Registre déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 5.1.8.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.
Constats : L'exploitant ne tient pas à jour de registre pour les déchets dangereux. Pour les déchets de ferraille, un suivi est réalisé via la facturation. Un registre de suivi des déchets dangereux et non dangereux doit être mis en place spécifiquement pour le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 34 : Admissibilité des déchets non dangereux et batteries

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les seuls déchets reçus sur le site sont : <ul style="list-style-type: none">- des déchets de métaux ferreux et non ferreux (code 17 04 05)- des batteries (code 16 06 01*) L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Le contrôle de la radioactivité, ainsi que la pesée sont réalisés sur le second site de l'entreprise localisé au 1 rue de la fosse Montalbot à Vigneux-sur-Seine. Il est prévu de mettre en place ces équipements sur le site afin que les deux sites soient complètement indépendants. L'exploitant indiquera à l'inspection sous combien de temps il prévoit d'installer ces équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 35 : Procédure d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.</p> <p>Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - la quantité de déchets livrés - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.</p> <p>L'installation doit être équipée d'un moyen de pesée à l'entrée du site et chaque apport de déchets fait l'objet d'un mesurage. A défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu'il apporte.</p> <p>Constats : Comme précisé dans le point 9.1.1 la pesée se fait sur le second site de l'entreprise. Il est prévu d'installer un système de pesée sur le site.</p> <p>L'exploitant met à disposition de ses clients des bennes pour le stockage de leurs déchets ou réalise un enlèvement des déchets par semi-remorque s'il n'y a pas de benne sur le site du client. Les chauffeurs sont tous des employés de l'entreprise Aalyah Recyclage.</p> <p>Les informations préalables sont réalisées tous les ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p>
<p>Constats : L'exploitant procède aux différents contrôles mentionnés ci-dessus.</p> <p>Un registre de police recense toutes les entrées des déchets de ferraille.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 37 : Entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La zone de stockage des métaux ferreux doit être isolée par rapport aux tiers : <ul style="list-style-type: none">- soit par une distance de 10 m- soit par un mur coupe-feu REI 120 dépassant d'au moins 1 mètre la hauteur de stockage. La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas la hauteur des murs de clôture soit 5,60 mètres.. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : <ul style="list-style-type: none">- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. L'entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.
Constats : Les zones d'entreposage des déchets sont bien distinguées en fonction de la nature de ces derniers. Les batteries sont stockées dans des caisses spécifiques et sous abris. La hauteur de stockage des déchets ferreux n'excède pas 5,60 mètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 38 : Opérations de tri de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'élimination des batteries est faite dans une installation dûment autorisée. Traitement des déchets métalliques ferreux et non ferreux dans l'installation
Constats : L'élimination des batteries est faite par l'entreprise habilitée ECOBAT. Les tri des déchets ferreux suit le processus suivant : <ul style="list-style-type: none">- vérification de la nature des déchets- entreposage- cisailage- stockage en benne avant départ
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 39 : Réception

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation comporte une aire d'attente, à l'intérieur du site.
Constats : Le site dispose d'une aire d'attente au niveau de l'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 40 : Apport volontaire de déchets dangereux (batteries)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de 4 bacs d'un volume d'1 m ³ pour l'apport volontaire de batteries par des particuliers.
Constats : Le jour de l'inspection un seul bac était présent sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 41 : Admission des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les batteries usagées apportées par des particuliers [...] sont réceptionnées sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.
Constats : Les batteries sont réceptionnées par le personnel du site et déposées dans les bacs dédiés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 42 : Réception des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les déchets dangereux (batteries) sont réceptionnés uniquement par le personnel habilité par l'exploitant ou son représentant, qui est chargé de les entreposer dans un bac dédié au stockage en tenant compte de la compatibilité et de la nature des déchets. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.</p> <p>Les modalités et la nature des apports doivent faire l'objet d'une surveillance par des moyens proportionnés aux risques et à la taille de l'installation. Dans tous les cas, les locaux de déchets dangereux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles).</p> <p>Les réceptacles des déchets dangereux doivent comporter, un système d'identification du caractère de danger présenté par le déchet stocké.</p> <p>Les récipients ayant servi à l'apport par le public ne doivent pas être abandonnés en vrac sur les aires de dépôt et de stockage. L'exploitant doit mettre à la disposition du public des conteneurs en vue d'assurer un stockage correct de ces récipients. Tout transvasement, déconditionnement ou traitement de déchets dangereux est interdit, excepté le transvasement des huiles, des piles et des déchets d'équipements électriques (à l'exclusion des lampes qui ne peuvent être transvasées). Tout emballage qui fuit est placé dans un autre emballage approprié. Un stock suffisant d'emballages appropriés pour les emballages fuyards est conservé sur le site.</p> <p>Le dégazage est interdit. Des dispositions sont prises pour empêcher le rejet à l'atmosphère des gaz dangereux et notamment des fluides frigorigènes halogénés, contenus dans les déchets, y compris de façon accidentelle lors de manipulations.</p>
Constats : Comme vu dans le point 9.3.1 les batteries sont réceptionnées par le personnel du site et stockées sous abris dans des bacs dédiés.
L'affichage permettant l'identification des déchets et leur effets est inexistant. Celui-ci doit être mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 43 : Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2021, article 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les conteneurs servant à recueillir les déchets dangereux ne sont pas superposés (mais peuvent être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages). Les conteneurs sont réalisés de sorte à ce qu'ils soient sur rétention pour les liquides ou à l'abri des intempéries pour les déchets tels que les batteries. Des panneaux informant des risques encourus, précisant les équipements de protection individuelle à utiliser et rappelant les consignes à mettre en œuvre en cas de problème, sont clairement affichés à l'entrée ainsi qu'un panneau interdisant l'accès au public et en rappelant l'interdiction de fumer. Un plan de stockage des déchets dangereux avec l'emplacement des différents conteneurs est établi, est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. A tout moment, l'exploitant doit pouvoir informer les services d'incendie et de secours de la nature des déchets contenus dans le local de stockage.
Constats : L'exploitant doit mettre en place l'affichage approprié sur les contenants des déchets. Les conditions de stockage des déchets sont conformes aux prescriptions du présent article. Le plan des zones à risques doit être mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

